



PETITE

entreprise

VOL. 5, n° 4, février 2004

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES

tendances

Entre le troisième trimestre de 2002 et le trimestre correspondant de 2003, les petites entreprises (comptant moins de 100 employés) ont créé quelque 45 500 emplois, soit 36 % des nouveaux emplois nets créés dans l'économie canadienne.

Le pays comptait 2,23 millions d'entreprises commerciales en juin 2003, soit une hausse de 2,5 % par rapport à juin 2002.

On a enregistré 2 006 faillites au troisième trimestre de 2003, soit une baisse d'environ 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2002. Pendant la même période, le passif lié aux faillites commerciales a augmenté de 0,2 % pour s'établir à environ 418 000 \$ par entreprise en faillite.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés au total à 92,7 milliards de dollars au troisième trimestre de 2003, en baisse de 1,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2002. Les prêts de faible valeur (moins de 500 000 \$) représentaient 20 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

La proportion des investissements étrangers de capital de risque au Canada a connu une forte hausse au cours des sept dernières années, passant de 3 % des investissements en 1996 à plus de 26 % en 2002.

¹ Cette donnée n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

ENTREPRISES EN CROISSANCE AU CANADA

Les petites entreprises : un important moteur de croissance

La Direction générale de la politique de la petite entreprise entreprend une étude des entreprises en croissance en s'appuyant sur une nouvelle base de données¹ de Statistique Canada. Grâce à cette base, qui renferme des données internes sur les entreprises canadiennes qui emploient du personnel², on a pu recenser les entreprises responsables de la création d'emplois entre 1985 et 1999.

Si l'on exclut les entreprises en démarrage, quelque 728 000 entreprises exerçaient leurs activités en 1985; de ce nombre, seulement 199 000 (27 %) étaient encore en activité en 1999. Ces 199 000 entreprises ont été réparties en catégories en fonction de la croissance de l'emploi entre 1985 et 1989 : entreprises à hyper croissance (celles qui ont connu une croissance supérieure à 150 % au cours de ces quatre années), les entreprises à forte croissance (croissance entre 50 et 150 %), les entreprises à croissance lente (croissance positive, mais inférieure à 50 %) et les entreprises en décroissance (croissance négative). Quelque 48 000 entreprises ont été classées comme étant à hyper ou à forte croissance, soit à peine 7 % de l'ensemble des entreprises du secteur privé en activité en 1985. On a ensuite surveillé chaque type d'entreprise au cours de la période afin d'examiner quelles entreprises avaient contribué à la croissance de l'emploi, si certaines industries ou régions étaient les principaux moteurs de la croissance, comment

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Financement	3
Établissements commerciaux	4
Faillites commerciales	5
Création d'emplois	5
Coup d'œil sur l'économie	5
Travail indépendant	7
Faits nouveaux	8





(suite de la page 1)

les entreprises passaient à travers le cycle économique et combien de petites entreprises avaient pris de l'expansion.

Les 199 000 entreprises qui sont demeurées en activité entre 1985 et 1999 ont créé près de 498 000 emplois nets pendant la période. Parmi ces entreprises, la contribution des entreprises à hyper et à forte croissance à la création d'emplois nette est remarquable, en particulier parmi les petites entreprises (comptant moins de 100 employés en 1985). Comme l'indique le tableau 1, les entreprises à hyper et à forte croissance ont créé 974 000 emplois au cours de ces 14 années. Plus de 47 000 d'entre elles étaient des petites entreprises. Ces dernières ont créé 612 000 emplois, soit 123 % des emplois créés par l'ensemble des entreprises en exploitation continue. Dans la catégorie des petites entreprises à hyper et à forte croissance, près de 3 500 étaient des micro-entreprises (employant moins de cinq personnes en 1985). Celles-ci ont créé 155 000 emplois, soit 31 % de tous les emplois créés par les entreprises en activité entre 1985 et 1999. Mentionnons toutefois que la contribution réelle des très petites entreprises est peut-être faussée du fait que plus l'entreprise est petite, plus il est probable que les propriétaires exploitants ne soient pas inclus dans le nombre d'employés figurant dans la base de données.

Si l'on examine toutes les catégories de croissance, les petites entreprises ont grandement contribué à la croissance de l'emploi pendant cette période, puisqu'elles sont responsables de la création nette de 661 000 emplois, dont 167 000 ont été créés par des micro-entreprises. Pour leur part, les entreprises de taille moyenne

(qui comptent entre 100 et 499 employés) ont créé 184 000 emplois, tandis que les grandes entreprises (comptant au moins 500 employés) en ont éliminé 348 000 pendant cette période.

L'expansion des entreprises constitue un autre résultat important. Parmi les micro-entreprises à hyper et à forte croissance, 62 % appartenaient encore à la catégorie des micro-entreprises en 1999, mais un tiers était passé dans la catégorie des 5-19 employés et 4 % comptaient entre 20 et 49 employés en 1999. Les entreprises plus grandes à hyper et à forte croissance ont pris encore plus d'expansion, puisque 51 % de celles qui comptaient entre 20 et 49 employés en 1985 étaient passées dans une catégorie supérieure en 1999.

Cette étude montre que la forte croissance est l'apanage d'un nombre relativement restreint d'entreprises, qui sont à l'origine de la majorité des emplois créés. Nul doute, par ailleurs, que les petites entreprises constituent un important moteur de la croissance. Parmi toutes les entreprises en exploitation continue, les petites entreprises ont plus que compensé les pertes d'emplois dans les grandes entreprises au cours de la période.

Pour plus d'information sur la base de données et les résultats de l'étude, veuillez consulter le document intitulé *Projet sur les entreprises en croissance : principales constatations*, à l'adresse <http://strategis.ic.gc.ca/sbresearch/entreprisesencroissance/faitssaillants>

¹ Cette base de données, connue sous le nom PALE/FPR, établit un lien entre le Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE) et le Fichier des petites régions (FPR).

² Les entreprises qui emploient du personnel sont des entreprises qui détiennent un compte de paie auprès de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Tableau 1 : Nombre d'entreprises demeurées en activité, création d'emplois nette et contribution (en %) selon la catégorie de croissance et la taille de l'entreprise, Canada, 1985-1999

	Taille des entreprises	Nombre d'entreprises (1985)	Pourcentage du nombre total d'entreprises en exploitation continue	Nombre net d'emplois créés par les entreprises en exploitation continue	Pourcentage d'emplois nets créés par les entreprises en exploitation continue
Entreprises à hyper et à forte croissance	0-99	47 302	23,8	612 243	123,0
	<5	3 458	1,7	155 125	31,2
	100-499	592	0,3	181 461	36,5
	500+	111	0,1	180 717	36,3
	Toutes les entreprises	48 005	24,1	974 421	195,8
Entreprises à croissance lente et en décroissance	0-99	146 299	73,6	49 098	9,9
	<5	16 264	8,2	11 948	2,4
	100-499	3 638	1,8	2 514	0,5
	500+	935	0,5	-528 408	-106,2
	Toutes les entreprises	150 872	75,9	-476 796	-95,8
Toutes les entreprises en exploitation continue	0-99	193 601	97,3	661 341	132,9
	<5	19 722	9,9	167 073	33,6
	100-499	4 230	2,1	183 975	37,0
	500+	1 046	0,5	-347 691	-69,9
	Toutes les entreprises	198 877	100,0	497 625	100,0

Source : Industrie Canada, Direction générale de la politique de la petite entreprise, *Projet sur les entreprises en croissance : principales constatations*, septembre 2003, d'après des données de Statistique Canada.

FINANCEMENT

Nouveau rapport sur les placements étrangers de capital de risque au Canada

Selon une nouvelle étude¹ réalisée par PricewaterhouseCoopers en partenariat avec Industrie Canada, les investisseurs étrangers ont constitué la source de capital de risque connaissant la croissance la plus rapide au Canada au cours des sept dernières années. L'étude, qui s'appuie sur 35 entrevues de personnes actives dans l'industrie du capital de risque, visait à mettre au jour les problèmes entourant l'investissement étranger de capital de risque. Le rapport, qui s'appuie sur les données statistiques fournies par Macdonald & Associates, souligne la récente performance des sociétés étrangères de financement en capital de risque au Canada, entre autres :

- Les investissements étrangers de capital de risque au Canada se sont accrus considérablement au cours des sept dernières années, passant de 3 % de l'ensemble des investissements de capital de risque au pays en 1996 à plus de 26 % en 2002 (se reporter au graphique 1 pour avoir un aperçu du capital de risque investi au Canada au cours des sept dernières années).
- Les investissements étrangers de capital de risque constituent une importante source de financement pour les grosses transactions (35 % des investissements de plus de cinq millions de dollars).
- Les investissements se concentrent principalement en Ontario et dans le secteur des technologies de l'information.
- Le capital de risque étranger intervient davantage dans le financement au stade final que dans le financement au stade précoce.

L'étude formule des recommandations à l'intention des entreprises canadiennes cherchant à attirer des investissements étrangers de capital de risque :

- mettre en place une solide équipe de gestion;
- assurer une présence aux États-Unis;
- attirer des investisseurs canadiens de capital de risque;
- s'adresser directement aux investisseurs étrangers de capital de risque, en privilégiant ceux qui ont été recommandés;
- assurer un marketing efficace et puissant.

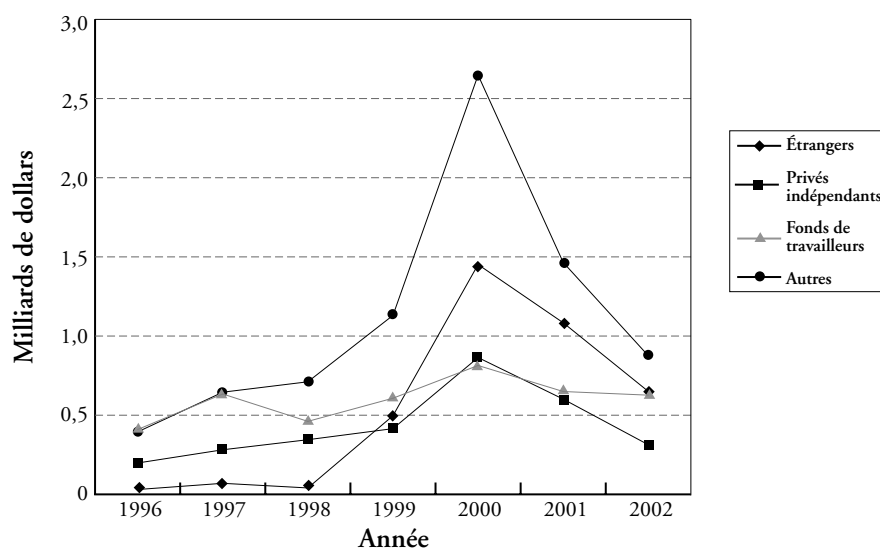
Par ailleurs, le rapport souligne le rôle des gouvernements dans la création d'un climat d'investissement propre à attirer le capital de risque étranger au Canada et formule des recommandations à l'intention de ces gouvernements :

- réformer la politique fiscale, principalement dans le domaine de la classification des biens étrangers et de l'impôt sur les gains en capital;
- financer et coordonner la recherche universitaire;
- attirer les investisseurs étrangers de capital de risque;
- faciliter le renforcement de la capacité de gestion;
- investir stratégiquement dans des grappes d'entreprises;
- limiter leur influence sur les décisions d'investissement;
- s'approvisionner auprès d'entreprises canadiennes en démarrage.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Anthony Haddad au (613) 946-2549 ou Christine Soucy au (418) 648-4848.

¹ PricewaterhouseCoopers LLP, *Foreign Venture Capital Investment in Canada: A Profile of Foreign Investors and Domestic Investees*, rapport préparé pour Industrie Canada, octobre 2003.

Graphique 1 : Capital de risque investi au Canada selon le type d'investisseur, 1996-2002



Source : PricewaterhouseCoopers LLP, selon des données fournies par Macdonald & Associates Ltd.
Nota : Les types d'investisseurs inclus dans « autres » sont les entreprises, les pouvoirs publics, les institutions et les autres investisseurs.

ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

Selon le Registre des entreprises de Statistique Canada, le nombre d'établissements commerciaux au Canada s'est établi à près de 2 229 000 en juin 2003, soit une augmentation de 2,5 % par rapport au niveau de juin 2002. Pendant cette même période, le nombre d'entreprises indéterminées (sans employé) a augmenté de 50 000, soit 4,4 %, et celui des établissements avec salariés, de 5 000 ou 0,5 %. Le tableau 2 illustre la distribution des établissements commerciaux selon le nombre d'employés et le secteur industriel.

En juin 2003, les établissements commerciaux comptant moins de 100 employés représentaient près de 98 % des établissements avec salariés. De ce nombre, 58 % comp-
taient moins de 5 employés, 39 % en comptaient de

5 à 49 et 3 % seulement, soit 31 000 établissements commerciaux, comptaient entre 50 et 99 employés.

Plus du tiers des petites entreprises (comptant moins de 100 employés) œuvraient dans les trois secteurs suivants : commerce de détail; services professionnels, scientifiques et techniques; et construction. Par ailleurs, trois secteurs représentaient à eux seuls plus du tiers des micro-entreprises (de 1 à 4 employés) : les services professionnels, scientifiques et techniques; la construction; et les autres services. Les entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) étaient quant à elles concentrées dans les secteurs de la fabrication (21 %) et du commerce de détail (13 %).

Tableau 2 : Distribution des entreprises commerciales selon le nombre d'employés et l'industrie, juin 2003

Secteur industriel	Total général	Entreprises indéterminées ¹	Établissements avec salariés										Distribution (%)	
			Total	Nombre d'employés									1-99	100-499
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+			
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	196 371	135 534	60 837	45 541	7 812	4 313	2 285	603	212	63	8	5,9	1,3	
Exploitation minière, pétrolière et gazière	15 433	7 394	8 039	4 702	1 054	871	715	341	176	126	54	0,8	1,4	
Services publics	1 932	747	1 185	519	201	144	137	65	40	42	37	0,1	0,4	
Construction	250 288	139 174	111 114	71 221	17 604	10 991	7 585	2 433	901	315	64	10,7	5,7	
Fabrication	104 704	40 937	63 767	27 145	9 774	8 551	8 647	4 683	2 918	1 604	445	5,7	21,3	
Commerce de gros	122 805	57 093	65 712	32 445	12 597	9 695	7 435	2 239	928	311	62	6,3	5,8	
Commerce de détail	220 505	88 451	132 054	58 517	32 779	21 475	12 215	4 135	2 035	785	113	12,6	13,3	
Transport et entreposage	106 614	60 622	45 992	30 885	5 821	4 045	3 084	1 183	530	315	129	4,4	4,0	
Industrie de l'information et industrie culturelle	30 438	16 589	13 849	7 202	2 084	1 681	1 662	640	309	191	80	1,3	2,3	
Finance et assurances	104 940	69 956	34 984	17 799	5 692	4 647	4 821	1 095	530	246	154	3,3	3,6	
Services immobiliers, location et location à bail	163 059	123 243	39 816	24 976	6 495	4 076	2 862	971	292	104	40	3,8	1,9	
Services professionnels, scientifiques et techniques	293 182	179 027	114 155	79 942	15 229	9 439	6 273	1 995	811	358	108	11,0	5,5	
Gestion de sociétés et d'entreprises	74 378	57 093	17 285	10 196	2 626	1 876	1 564	630	272	72	49	1,7	1,6	
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	102 735	55 404	47 331	27 382	7 989	5 439	3 939	1 391	700	362	129	4,5	5,0	
Services d'enseignement	20 104	8 610	11 494	5 867	1 882	1 411	1 040	400	251	213	430	1,0	2,2	
Soins de santé et assistance sociale	93 512	11 515	81 997	46 547	16 231	9 355	5 397	2 028	1 236	811	392	7,8	9,6	
Arts, spectacles et loisirs	40 667	22 614	18 053	9 927	3 175	2 264	1 636	589	285	134	43	1,7	2,0	
Hébergement et services de restauration	112 845	37 870	74 975	28 082	14 886	14 326	11 843	4 250	1 194	321	73	7,2	7,1	
Autres services (sauf les administrations publiques)	166 239	69 513	96 726	64 820	17 271	8 798	4 221	1 036	406	135	39	9,4	2,5	
Administrations publiques	7 821	54	7 767	2 328	1 690	1 020	1 083	577	407	338	324	0,7	3,5	
Tous les secteurs industriels	2 228 572	1 181 440	1 047 132	596 043	182 892	124 417	88 444	31 284	14 433	6 846	2 773	100,0	100,0	

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises, juin 2003.

¹ La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

FAILLITES commerciales

On a enregistré 2 006 faillites commerciales au Canada au cours du troisième trimestre de 2003, soit une diminution de 13 % par rapport au trimestre précédent (2 312) et de 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2002 (2 151). Les secteurs d'activité les plus touchés ont été ceux du commerce de détail (17 % du total des faillites), de la construction (17 %) ainsi que de l'hébergement et des services de restauration (11 %). Notons que le secteur du commerce de détail et celui de l'hébergement et des services de restauration sont ceux qui avaient déjà été les plus touchés par les faillites au cours des deux dernières années.

Au troisième trimestre de 2003, le passif lié aux faillites a atteint 838 millions de dollars, soit environ 418 000 \$ par entreprise en faillite. Cette moyenne est pratiquement identique à celles du trimestre précédent et du trimestre correspondant de 2002. Le secteur de la fabrication représentait à lui seul près de 30 % de ce passif.

CRÉATION d'emplois

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH) de Statistique Canada se rapportant au troisième trimestre de 2003, plus de 126 000 emplois rémunérés ont été créés comparativement au troisième trimestre de 2002. Comme l'indique le tableau 3, plus du tiers des nouveaux emplois sont attribuables au dynamisme des petites entreprises (moins de 100 employés). Leur contribution à la création d'emplois est plus importante que celle des moyennes et des grandes entreprises.

Le tableau 4 montre, à l'aide de moyennes sur quatre trimestres pour les deux dernières années, les différences dans l'emploi sur 12 mois, selon la taille de l'entreprise, entre les provinces et les territoires. Le Nunavut (8,3 %), les Territoires du Nord-Ouest (7,5 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (7,3 %) affichent les taux de croissance de l'emploi les plus élevés. Les entreprises de moins de 20 employés ont connu la plus faible hausse de l'emploi rémunéré dans la plupart des provinces et des territoires. En revanche, on observe la plus forte hausse dans les entreprises comptant entre 20 et 99 employés. Le taux de croissance dans les catégories des entreprises de taille moyenne varie beaucoup. Il était de 4,7 % pour les entreprises comptant entre 100 et 299 employés au Québec et de -0,7 % pour le groupe des entreprises comptant de 300 à 499 employés en Ontario. Les plus grandes entreprises affichent à nouveau un taux de croissance de l'emploi assez uniforme, sauf au Manitoba et en Colombie-Britannique, où le taux a été nettement inférieur à la moyenne.

(suite à la page 6)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 23 décembre 2003

Produit intérieur brut (PIB) réel. Le PIB réel au Canada s'est accru de 1,1 %¹ au troisième trimestre de 2003, après avoir enregistré une baisse de 0,7 % au deuxième trimestre. L'effet modérateur de la diminution des stocks a été en partie compensé par un net repli des importations. La demande intérieure finale, stimulée par les dépenses de consommation et les investissements commerciaux, a poursuivi sa tendance à la hausse, passant d'une augmentation de 4,3 % au deuxième trimestre à une augmentation de 5,7 %. Les exportations réelles ont diminué (0,9 %) pour le quatrième trimestre de suite, mais à un rythme plus lent. Cependant, les exportations nettes ont légèrement contribué à la croissance, puisque les importations réelles ont régressé de 2,1 %. Au chapitre des revenus, les bénéfices des sociétés ont recommencé à progresser tandis que le revenu disponible a continué d'afficher une solide croissance (3,1 %).

Données sur le PIB mensuel. Selon ces données, l'économie se porte mieux, étant donné que le PIB aux prix de base s'est accru de 0,2 % en octobre après avoir gagné 1,1 % en septembre. Le PIB réel affichait une hausse de 2,8 % par rapport à ses niveaux du troisième trimestre, ce qui annonce une accélération de la croissance au quatrième trimestre. L'industrie de production de biens a enregistré une hausse de 0,1 % en octobre, après une hausse de 1,7 % en septembre, grâce aux gains réalisés par les services publics, la construction et la production manufacturière. Le secteur des services a progressé de 0,2 % en octobre, après une hausse de 0,8 % en septembre. Les gains enregistrés par le secteur des services sont attribuables aux services d'hébergement et de restauration, à l'industrie des arts, des spectacles et des loisirs, au commerce de gros et de détail et aux services d'enseignement.

Perspectives économiques. On prévoit une amélioration des conditions économiques au Canada, portée par la reprise soutenue aux États-Unis. L'enquête du *Consensus Forecast* de décembre annonce un renforcement de la croissance à plus de 5 % au quatrième trimestre de 2003 et un taux moyen de croissance de 3 % en 2004. Cependant, l'enquête de décembre a révisé à la baisse les prévisions de croissance du Canada pour 2003, les ramenant de 2,0 % un mois plus tôt à 1,7 %, ce qui fait écho aux révisions à la baisse des données économiques pour le premier semestre de 2003. Entre-temps, elle a révisé à la hausse les prévisions de croissance des États-Unis, les portant de 2,9 % le mois précédent à 3,1 % en 2003 et à 4,4 % en 2004. L'effet modérateur de la hausse du dollar canadien sur les exportations canadiennes devrait être compensé par la forte demande américaine.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation ont progressé de 5,1 % au troisième trimestre, après une hausse de 3,8 % au trimestre précédent. L'augmentation, qui touche principalement l'industrie des biens et services, est attribuable en grande partie à une hausse de 17 % des dépenses au titre des biens durables. Les achats de véhicules neufs et d'occasion sont à l'origine d'un tiers de l'augmentation des dépenses de consommation, tandis que la fébrilité du marché du logement a entraîné une hausse des achats d'appareils électroménagers et électroniques. On observe également une augmentation des dépenses au titre des services (4,3 %), des biens semi-durables (3,5 %) et des biens non durables (0,9 %).

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a fait un bond de 18,2 %, après une progression de 5,1 % au deuxième trimestre de 2003. Le secteur du logement conserve son dynamisme, malgré une certaine modération au cours des derniers mois. Les mises en chantier depuis le début de l'année sont supérieures de 6,5 % à ce qu'elles étaient au cours de la même période l'an dernier.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Ce type d'investissement a progressé de 18,8 %, après une hausse de 2,3 % au deuxième trimestre. La baisse des prix des machines et du matériel, en partie attribuable à l'appréciation du dollar canadien, et l'augmentation des profits favorisent la reprise de l'investissement.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 21,2 % au troisième trimestre, après une baisse de 34,8 % au deuxième trimestre. Les fabricants et les détaillants ont profité de ventes accrues, et les prix plus élevés des produits de base ont grossi les bénéfices de l'industrie minière. Les bénéfices des sociétés ont augmenté au cours de six des sept derniers trimestres. Au cours des trois premiers trimestres de 2003, ils affichaient une hausse de 11,1 % par rapport aux chiffres de la même période de 2002.

¹ Les taux de croissance trimestriels sont annualisés.

(suite à la page 7)



(suite de la page 5)

Tableau 3 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, Canada, du premier trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2003

Trimestre	Variation nette totale		% de la contribution à la variation nette totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	446 733	10,1	1,0	8,1	6,0	25,2	10,9	3,5	14,4	60,4
T2 2001	2,8	350 595	2,0	8,5	13,0	12,0	35,5	10,6	2,6	13,2	51,3
T3 2001	1,8	224 453	31,0	1,2	17,0	15,7	64,9	-0,3	-0,8	-1,1	36,3
T4 2001	1,0	125 105	34,2	35,3	34,3	13,7	117,5	-17,9	-37,8	-55,7	38,2
T1 2002	0,9	115 078	-6,9	28,9	41,5	36,1	99,5	-7,1	-24,8	-31,9	32,4
T2 2002	1,7	221 503	-0,7	4,3	36,4	37,5	77,5	13,9	-16,0	-2,1	24,6
T3 2002	2,9	376 159	-0,9	1,5	23,7	25,2	49,5	16,5	-8,5	8,0	42,5
T4 2002	3,7	472 965	-1,1	2,6	22,1	23,3	46,8	13,0	-2,0	11,0	42,2
T1 2003	3,3	416 967	0,9	0,9	17,8	19,7	39,2	13,4	2,7	16,1	44,7
T2 2003	2,2	292 913	3,6	1,5	9,9	9,5	24,6	13,1	4,4	17,5	57,9
T3 2003	1,0	126 133	9,5	-5,2	15,5	16,2	36,1	18,9	11,8	30,7	33,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), décembre 2003.

Tableau 4 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon la province et le territoire, moyennes sur quatre trimestres, du quatrième trimestre de 2001 au troisième trimestre de 2003

	Taux de croissance selon la taille de l'entreprise et la province ou le territoire (nombre d'employés)											
	Variation nette totale											
	Emplois, sur 12 mois	%, sur 12 mois	0-4 (%)	5-19 (%)	20-49 (%)	50-99 (%)	0-99 (%)	100-299 (%)	300-499 (%)	100-499 (%)	500+ (%)	
Terre-Neuve	6 588	3,7	1,1	0,7	8,1	1,6	2,7	16,9	-28,0	0,1	5,3	
Île-du-Prince-Édouard	4 211	7,3	-3,3	0,5	4,4	2,4	1,3	21,4	44,2	27,1	7,0	
Nouvelle-Écosse	13 853	3,8	-2,4	0,5	5,3	2,7	1,7	7,4	25,0	11,3	3,4	
Nouveau-Brunswick	6 582	2,2	-2,5	-0,2	4,1	0,1	0,5	0,7	5,0	1,9	3,8	
Québec	85 110	2,8	0,2	0,2	1,5	5,7	1,7	4,7	1,6	3,8	3,6	
Ontario	103 800	2,1	0,5	-0,1	4,4	4,3	2,2	1,8	-0,7	1,1	2,3	
Manitoba	11 079	2,2	1,3	-2,1	8,5	7,3	3,5	2,6	9,8	4,6	0,3	
Saskatchewan	15 120	4,1	1,7	-0,6	5,6	6,9	2,8	2,0	-1,0	1,1	6,4	
Alberta	46 146	3,3	1,4	0,7	5,4	8,2	3,5	4,6	2,6	4,0	2,9	
Colombie-Britannique	31 882	2,0	1,2	1,2	4,1	7,4	3,1	0,8	2,6	1,3	1,0	
Yukon ³	523	3,4	5,3	-1,0	-3,7	7,8	0,9	59,9	-	-	-	
Territoires du Nord-Ouest ³	1 524	7,5	-0,2	-2,9	2,4	24,6	3,7	22,7	-	-	-	
Nunavut ³	827	8,3	-4,5	-3,2	20,9	23,0	10,8	39,7	-	-	-	
Total pour le Canada	327 245	2,5	0,6	0,2	4,0	5,5	2,4	3,1	1,3	2,6	2,7	

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), décembre 2003.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au troisième trimestre de 2003 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

² Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et aux industries.

TRAVAIL *indépendant*

Selon une étude récente de Statistique Canada, la mesure de la productivité, en particulier lorsqu'il s'agit du travail indépendant, doit être interprétée avec prudence. L'étude porte sur les différentes incidences de la productivité du travail indépendant aux États-Unis et au Canada¹. La productivité du travail a été mesurée comme suit : le produit intérieur brut (PIB) calculé selon le prix de base par travailleur ou par heure travaillée. La catégorie des travailleurs indépendants comprenait uniquement les travailleurs indépendants ou autonomes non constitués en personnes morales. Au Canada, les travailleurs indépendants appartenant à cette catégorie représentent environ les deux tiers de tous les travailleurs qui se déclarent autonomes.

Dans les deux pays, entre 1988 et 1998, les revenus des travailleurs indépendants du secteur non constitué en personne morale sont demeurés constants par rapport au PIB du secteur des entreprises. Cependant, au Canada, la proportion d'emplois et d'heures travaillées attribuables aux travailleurs autonomes non constitués en personne morale s'est accrue pendant cette même période, tandis qu'aux États-Unis, cette proportion a diminué. Selon le calcul des auteurs, au Canada, les travailleurs autonomes non constitués en personne morale ont réduit de 2,3 % la croissance de la productivité réelle du secteur des entreprises par heure travaillée tandis qu'aux États-Unis, les travailleurs autonomes ont accru la productivité de ce secteur de 3,2 %. Si l'on supprime les travailleurs autonomes non constitués en personne morale du secteur des entreprises, l'écart entre le Canada et les États-Unis dans la hausse cumulative du PIB réel par heure travaillée qui a persisté pendant les années 1990 disparaît presque complètement.

Si l'on traduisait les résultats en PIB par emploi, on parviendrait à une conclusion trop simpliste selon laquelle les travailleurs autonomes sont moins productifs; en fait, une foule de facteurs influent sur la productivité. Les auteurs indiquent plutôt qu'au Canada, où le chômage a été plus élevé pendant cette période, de nombreux travailleurs autonomes n'ont pas été pleinement employés, ce qui explique leurs revenus moins élevés. Par conséquent, la mesure de la productivité canadienne reflète en fait une notion plus proche de la production par travailleur disponible, tandis que les données américaines reflètent le PIB par travailleur utilisé. L'étude montre que les statistiques sur la productivité peuvent être trompeuses si on n'est pas conscient des différences qualitatives dans des notions d'un nom similaire. L'étude révèle également que la signification des mesures de la productivité peut en fait changer selon qu'on est en période de récession ou de croissance.

On peut consulter l'étude à l'adresse

<http://www.statcan.ca/francais/IPS/Data/11F0027MIF2003016.htm>

¹ John Baldwin et James Chowhan, Statistique Canada, *Répercussions du travail autonome sur la croissance de la productivité du travail : comparaison Canada-États-Unis*, août 2003.

Données au 23 décembre 2003

(suite de la page 5)

Compte courant. Le compte courant a dégagé un excédent pour la 17^e fois de suite au troisième trimestre de 2003, soit 7,3 milliards de dollars, en hausse de 2,3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. L'excédent sur marchandises a augmenté de 1,8 milliard de dollars pour se chiffrer à 15,5 milliards, ce qui reflète grandement la baisse des importations. Le déficit au titre du revenu d'investissement a baissé de 0,2 milliard de dollars, pour s'établir à 5,5 milliards, et le déficit au titre des services a diminué dans une même proportion, pour s'établir à 2,7 milliards de dollars.

Enquête sur la situation des entreprises (octobre). Selon l'Enquête, les fabricants envisageaient une augmentation de la production au quatrième trimestre. Cinquante pour cent des fabricants s'attendaient à ce que leur niveau de production demeure inchangé et 34 % prévoyaient une hausse, tandis que 86 % ont mentionné que leur effectif demeurerait stable ou augmenterait. Soixante-quinze pour cent des fabricants n'ont signalé aucun obstacle à la production, malgré une pénurie de travailleurs qualifiés et les effets combinés de la hausse du dollar et de la maladie de la vache folle.

Emploi. Le pays a enregistré un gain de 54 000 emplois en novembre, portant le nombre total d'emplois créés depuis août à 166 000 (des emplois à temps plein pour la plupart) comparativement à 115 000 emplois pendant la même période en 2002. En 2003, 218 000 emplois ont été créés entre janvier et novembre. Le taux de chômage a été ramené de 8 % en septembre à 7,5 %. En novembre, le taux de participation (67,6 %) atteignait encore des niveaux records.

Productivité de la main-d'œuvre dans le secteur des entreprises. La productivité de la main-d'œuvre s'est accrue de 2,9 % au troisième trimestre, ce qui constitue le gain le plus marqué en plus d'un an. Cette hausse s'explique en grande partie par la baisse du nombre d'heures travaillées, puisque la production a légèrement augmenté. Entre-temps, la productivité des entreprises américaines a progressé de 7,4 % au deuxième trimestre pour s'établir à 8,7 % au troisième. Ces augmentations, ainsi que la hausse du dollar canadien, ont fait nettement monter le coût unitaire de la main-d'œuvre canadienne par rapport à celui de la main-d'œuvre américaine (mesuré dans la même devise) en 2003.

Indice des prix à la consommation (IPC). En novembre, l'IPC affichait une hausse de 1,6 % sur 12 mois correspondant à la hausse enregistrée en octobre. Il s'agit de la plus petite progression mensuelle depuis juin 2002. Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, a augmenté légèrement pour s'établir à 1,8 % en novembre, mais il est demeuré sous le point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

Banque du Canada. Le 2 décembre, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,75 %. Les faits récents témoignent de la vigueur de l'économie et parallèlement, l'inflation de base est demeurée sous le niveau visé. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a maintenu le taux des fonds fédéraux à 1 % le 9 décembre. Compte tenu de la situation économique et de la faible inflation, elle pourrait conserver cette position monétaire pendant un certain temps.

Dollar canadien. Le huard a continué son ascension au cours des derniers mois, pour atteindre 0,7704 \$US (cours de clôture) le 2 décembre 2003, son plus haut niveau depuis dix ans. Depuis, le dollar canadien a reculé légèrement en raison de l'évolution favorable de l'économie américaine, pour clôturer à 0,7553 \$US le 23 décembre. Depuis le début de 2003, le huard a augmenté de près de 20 % par rapport au dollar américain, grâce aux taux d'intérêt plus élevés au Canada, à l'augmentation du cours des produits de base et à la faiblesse du dollar américain par rapport à toutes les grandes devises, laquelle s'explique en partie par les importants déficits courant et fiscal américains.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Joseph Macaluso, par téléphone au (613) 954-3495 ou par courriel à l'adresse macaluso.joseph@ic.gc.ca

FAITS *nouveaux*

Réunion du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises de l'APEC, à Vancouver

Au nom du Chili, qui préside la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en 2004, Industrie Canada accueillera à Vancouver, en Colombie-Britannique, la 18^e réunion du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises de l'APEC et la deuxième réunion du Sous-groupe sur les micro-entreprises, du 8 au 10 mars 2004. Industrie Canada joue un rôle actif au sein de ce groupe de travail depuis sa création en tant que groupe d'analyse politique en 1995. Les réunions de ce groupe de travail ont pour but d'échanger de l'information sur les obstacles au développement des PME et des micro-entreprises dans la région de l'Asie-Pacifique. Sous le thème central de l'APEC 2004, « One Community, Our Future », les sous-thèmes suivants seront abordés :

- l'engagement à l'égard du développement par le commerce;
- le partage des bienfaits grâce aux pratiques exemplaires;
- les compétences pour les défis à venir;
- les possibilités de croissance de l'entrepreneuriat;
- la croissance et la stabilité : clés de l'intégration de l'APEC;
- l'engagement à l'égard d'une croissance durable;
- l'expérience de la diversité.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme de l'APEC 2004, consultez le site à l'adresse www.apec2004.cl/

Deuxième conférence ministérielle de l'OCDE sur les petites et moyennes entreprises

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent plus de 95 % des entreprises et entre 60 et 70 % de l'emploi dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). C'est pourquoi les gouvernements reconnaissent l'importante contribution des PME à la croissance économique.

Prenant acte de cette réalité, l'OCDE et le gouvernement turc organisent une conférence de l'OCDE intitulée « Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes dans une économie mondialisée », à l'intention des ministres responsables des PME. L'événement, qui aura lieu du 3 au 5 juin 2004 à Istanbul, en Turquie, est la deuxième conférence ministérielle de l'OCDE portant sur les PME.

La conférence donnera aux ministres l'occasion de discuter de questions essentielles à la promotion de l'entrepreneuriat et à la croissance des PME, comme le financement, les affaires électroniques, les grappes et les partenariats. Il est à espérer que ces discussions aideront les pays membres à jeter les bases de politiques saines pour les PME.

Les conclusions de la conférence seront présentées dans la Déclaration ministérielle d'Istanbul, qui renfermera une série de lignes directrices pour l'application adéquate des politiques sur l'entrepreneuriat et les PME.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la conférence, prière de consulter le site

http://www.oecd-istanbul.sme2004.org/oecd_fr/index.htm

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires à la rédactrice :

Annie Payant
Courriel : payant.annie@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 941-7628
Télécopieur : (613) 954-5492
Site Web : <http://strategis.gc.ca/recherche>

Autorisation de reproduction.

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53936B



Contient 10 % de
matières recyclées